



L'élevage familial, levier stratégique du développement rural à Madagascar

L'élevage familial occupe une place centrale dans le développement rural à Madagascar. Praticé par plus de 2 ménages sur 3, il se présente sous différentes formes et espèces (zébus, bovins laitiers, porcs, volailles, poissons et petits ruminants) et est presque toujours associé à l'agriculture. Ses apports ne se limitent pas à l'approvisionnement en viande, lait ou œufs. Il est source de revenus et d'épargne accessible à tous, il sécurise les ménages et il contribue à la cohésion sociale. Ajouté à cela, cet élevage familial est indispensable pour l'agriculture : il fertilise les cultures, permet la traction animale et assure le transport des produits.

Ses atouts actuels seront d'autant plus importants dans les années à venir. Dans un contexte de croissance démographique et de vulnérabilité climatique, l'élevage familial peut relever de façon articulée plusieurs défis. Il est en capacité de produire plus de protéines pour répondre à la demande croissante dans l'ensemble du pays, assurer des emplois et des revenus pour la majorité des ménages, et valoriser les ressources naturelles du territoire en s'adaptant à l'irrégularité du climat. Pourtant, cet élevage familial reste insuffisamment reconnu dans les politiques publiques malgaches, qui promeuvent plutôt des formes d'élevage plus intensifs ou spécialisés.

L'élevage familial : un secteur stratégique à la fois pour les ménages, les territoires et l'économie nationale

À l'échelle des exploitations, les animaux remplissent plusieurs fonctions. Ils fournissent des aliments et contribuent à la diversification alimentaire. Ils génèrent des revenus monétaires réguliers ou ponctuels, permettent de constituer une épargne et jouent un rôle d'assurance face aux crises. Le zébu par exemple demeure une « banque sur pied » permettant de financer les dépenses imprévues et des investissements de long terme : scolarisation des enfants, construction des maisons, achats de terre ou de matériel agricole, etc. L'engraissement de porc est souvent anticipé dans l'optique de futures dépenses liées à des fêtes ou la scolarisation des enfants. Le lait quant à lui assure un revenu quasi journalier permettant de faire face aux petites dépenses du quotidien. La rizipisciculture, en combinant productions rizicole et piscicole, permet d'augmenter les revenus sur une même superficie foncière. Plus largement, volailles, poissons, petits ruminants et porcs offrent ces services économiques en restant accessible même aux ménages modestes. L'élevage contribue également directement au fonctionnement des systèmes agricoles via la fertilisation organique. Les bovins, plus particulièrement, permettent par ailleurs la préparation des champs, le transport des intrants et

des produits, y compris dans les zones enclavées.

À l'échelle des territoires, l'élevage structure les paysages valorise les ressources naturelles et impulse des dynamiques socio-économiques. L'élevage de zébus transforme en protéine (viande et lait) et en matière organique des ressources herbacées qui poussent sans apport sur des sols pauvres ou des sols peu propices à l'agriculture. La rizipisciculture nécessite une meilleure maîtrise de l'eau que pour une culture de riz simple et pousse les pisciculteurs à réhabiliter leurs périmètres irrigués mais aussi à mieux protéger les sources et à lutter contre l'érosion sur les coteaux, pour éviter l'ensablement des rizières. Les différents élevages, des systèmes laitiers aux petits ruminants, façonnent des territoires où cultures fourragères, collecte, transformation et commercialisation créent des emplois et de la valeur et favorisent les transferts de fertilité entre zones de production.

Enfin, à l'échelle nationale, l'élevage représente la première production agricole en valeur. Il est pratiqué par plus de 70 % des ménages et constitue un secteur clé pour répondre à la demande croissante en produits animaux. La consommation de viande, de lait, de poisson et d'œufs reste encore très faible, notamment parmi les ménages pauvres, ce qui traduit un potentiel important de développement. Soutenir l'élevage familial revient donc à agir simultanément sur la sécurité alimentaire, la nutrition, l'emploi rural et la réduction de la pauvreté.

La diversité des systèmes d'élevage : un enjeu clé pour le développement rural

L'élevage familial des Hautes Terres et du Moyen Ouest malgache ne peut être réduit à un modèle unique. Il repose au contraire sur une grande diversité de systèmes, de ressources et d'objectifs.

Les systèmes laitiers par exemple vont d'exploitations disposant de peu de capital avec une seule vache locale nourrie en majorité d'herbes naturelles et de résidus de récolte, à des exploitations mieux dotées disposant de plusieurs vaches améliorées, de cultures fourragères et d'un accès aux concentrés alimentaires. De même, les élevages de porcs, de poissons et de volailles couvrent des situations très différentes, exigeant des niveaux d'investissements variés mais sources d'avantages économiques complémentaires : autoconsommation, élevage de complément, production orientée vers les marchés ruraux ou approvisionnement des villes.

Cette diversité constitue une force. Elle permet aux ménages de s'adapter aux aléas climatiques, à la disponibilité des terres et aux évolutions des marchés, et répond à leurs capacités d'investissement. Toutefois, **cette diversité est encore insuffisamment prise en compte dans les interventions publiques et les projets.** Les dispositifs d'appui sont souvent conçus pour les exploitations les plus productives, les mieux dotées en capital ou les plus visibles, alors que la majorité des éleveurs disposent de peu de moyens mais parviennent malgré tout à ajuster des systèmes d'élevage sur mesure pour faciliter l'agriculture et contribuer aux différentes filières d'élevage.

Une politique de développement inclusive doit donc partir des réalités des exploitations familiales. Cela suppose :

- de soutenir les systèmes mixtes agriculture-élevage, plus résilients (robustesse aux maladies, variabilité de l'alimentation, prix des intrants) et plus accessibles (en fonction du capital disponible ou encore des ressources naturelles présentes) ;
- de reconnaître plusieurs trajectoires de développement selon les territoires et les catégories d'agriculteurs-éleveurs ;
- d'adapter les appuis techniques à leurs ressources disponibles (capital, travail, foncier, matériel) et leurs capacités à prendre des risques (insécurité, régularité des marchés, prévention des maladies) tout en favorisant des évolutions progressives ;
- de mieux sécuriser les espaces pastoraux et les ressources communes.

Des leviers techniques identifiés mais insuffisamment valorisés

De nombreux leviers techniques existent pour améliorer durablement les performances des élevages familiaux. Connus, ils restent pourtant insuffisamment diffusés et accompagnés.

Le premier levier concerne l'alimentation animale. Pour les monogastriques comme pour les ruminants, l'amélioration des rations passe d'abord par une meilleure valorisation des ressources locales, ce qui permet par ailleurs de réduire les coûts de production : résidus de culture, herbes récoltées, sous-produits issus de l'agriculture local ou de l'industrie agroalimentaire. Pour la pisciculture, les poissons peuvent trouver l'alimentation nécessaire à leur croissance directement dans l'étang (production primaire), grâce à une fertilisation organique raisonnée et à l'adaptation des densités en poissons.



Pour les bovins laitiers, le principal facteur d'amélioration de la production réside dans le développement des cultures fourragères et exige en amont un meilleur accès aux semences, aux terres et aux infrastructures d'irrigation.

Le deuxième levier concerne **la santé animale.** Les maladies et les parasites restent l'un des principaux freins au développement des élevages, en particulier pour les porcs et les volailles. Le renforcement de services de proximité, comme des paysans agents communautaires en production et santé animale, est essentiel. Ces dispositifs permettent d'améliorer l'accès à la vaccination, au conseil, à la prévention et à la biosécurité, y compris dans les zones éloignées difficiles d'accès. En pisciculture, une meilleure gestion des densités en poisson permet d'éviter la propagation des maladies.

Le troisième levier porte sur **l'amélioration génétique.** Deux approches coexistent souvent pour les animaux terrestres : l'insémination artificielle d'une part, et les centres paysans de producteurs de géniteurs type station de monte d'autre part. Aucune ne constitue à elle seule une solution universelle et toutes deux connaissent des défis. L'insémination artificielle est peu accessible à la majorité car elle nécessite un investissement en capital conséquent et des structures difficiles à mettre en place. Les stations de monte souffrent d'un manque de professionnalisation mais sont plus inclusives et plus facilement améliorables. A cet égard, renforcer des dispositifs locaux et progressifs semble le plus efficace : professionnalisation des producteurs de géniteurs, facilitation des échanges entre éleveurs, mise en place de registres de reproduction pour prévenir la consanguinité et sélection adaptée aux conditions locales sur la base des races locales.

Le quatrième levier concerne le **logement des animaux.** Concevoir un habitat de qualité avec des matériaux simples et accessibles améliore le quotidien des éleveurs et des animaux, sous condition du maintien de l'hygiène et d'une densité maîtrisée. Des espaces peuvent être réservés pour les différents



© P. Martel (APDRA)

- mieux répartir les contrôles entre acteurs formels et informels afin de réduire les situations de concurrence déloyale ;
- soutenir les petites unités de transformation, complémentaires des grandes entreprises, en particulier dans les petites villes de province.

Enfin, **le développement et l'accès aux marchés représente un enjeu majeur**. A Madagascar, la consommation de produits d'origine animale est encore très réduite, mais augmente, notamment dans les villes et les petits bourgs. Une vision qui réserverait les villes aux systèmes intensifs et les campagnes à l'élevage familial serait contre-productive. Les exploitations familiales alimentent déjà les marchés ruraux et urbains et ils peuvent encore améliorer leur approvisionnement par le jeu d'un meilleur accompagnement, d'organisations collectives solides et d'infrastructures adaptées.

Des enjeux à traduire dans les politiques publiques

L'élevage familial ne pourra jouer pleinement son rôle sans une politique publique ambitieuse, cohérente aux réalités du territoire et mieux coordonnée entre acteurs (services de l'Etat, partenaires financiers et techniques, organisations professionnelles paysannes et agroalimentaires). Jusqu'à présent, les interventions sont restées dispersées entre projets, filières et territoires. Elles privilégient souvent les approches techniques, ou les producteurs déjà les mieux insérés, sans vision d'ensemble ni prise en compte suffisante de la diversité des réalités paysannes. Plusieurs priorités doivent ainsi guider l'action publique.

Reconnaître officiellement le rôle stratégique de l'élevage familial dans les politiques agricoles, foncières, alimentaires et territoriales. Cela suppose de lui donner une place centrale et une mention explicite de sa reconnaissance comme un secteur stratégique pour la sécurité alimentaire, le développement économique et l'aménagement du territoire dans ces différentes politiques et les stratégies nationales associées. Cela implique également de l'intégrer dans les budgets et les activités de l'Etat et des projets.

Soutenir durablement les services d'appui aux éleveurs : conseils, santé animale, formation, financement, information économique et accompagnement des organisations paysannes. Les agents de proximité et les structures locales doivent être reconnus et intégrés dans les politiques publiques. Une partie du Fonds de Développement Agricole par exemple pourrait être orientée plus spécifiquement pour renforcer les dispositifs d'appui innovants mis en place par le milieu paysan en concertation avec le développement et la recherche.

types d'animaux avec des zones d'alimentation et d'abreuvement dédiées, ainsi que des aires d'exercice et de repos. Par ailleurs, le logement assure la sécurité des animaux face aux prédateurs et aux voleurs et permet une surveillance sanitaire améliorée.

De nombreuses innovations techniques existent déjà, basées le plus souvent sur les savoir-faire locaux, mais peinent à changer d'échelle. Leur diffusion est freinée par le manque de conseil agricole, l'insuffisance d'appui public à l'investissement agricole et l'absence de coordination et de continuité entre projets. **La priorité ne réside donc pas dans l'identification de nouvelles techniques, mais dans la valorisation, l'accompagnement et la diffusion des solutions simples déjà éprouvées, et dans le renforcement de dispositifs de suivi-évaluation et d'appropriation progressive des innovations, intégrant les retours d'expérience des producteurs.**

Des filières et des marchés à mieux structurer

Le développement de l'élevage familial dépend étroitement de la capacité de l'ensemble des producteurs, y compris les plus petits, à accéder à des marchés plus stables et plus rémunérateurs. Aujourd'hui, les débouchés restent très variés : autoconsommation, marchés ruraux de proximité ou marchés urbains, dépendants de circuits formels ou informels. Cette diversité offre des opportunités et peut être améliorée dans son ensemble.

Les organisations paysannes peuvent jouer un rôle essentiel pour améliorer la commercialisation en permettant de mutualiser la collecte, de négocier les prix, de sécuriser les débouchés et de proposer des services aux éleveurs. Dans certaines filières, comme le lait ou le poulet local, des coopératives et des réseaux de producteurs ont déjà démontré leur efficacité.

Cependant, la majorité des produits circule dans des filières informelles. Celles-ci offrent des débouchés rapides et souples, mais elles limitent souvent la qualité sanitaire, la traçabilité et la rémunération des producteurs. **Il ne s'agit pas de supprimer ces filières, qui emploient de nombreux acteurs, mais d'accompagner progressivement leur transition.** Cette transition doit reposer sur plusieurs priorités :

- renforcer la formation aux bonnes pratiques d'hygiène et de transformation ;
- améliorer les infrastructures de collecte, de stockage, d'abattage et de transport ;
- développer des dispositifs de traçabilité et de contrôle adaptés ;



© T. Rakotoamisoa (Cirad)

Renforcer les investissements publics dans les territoires ruraux. L'État et les collectivités territoriales doivent assurer le développement des infrastructures rurales, notamment les routes, les aménagements hydroagricoles, les lieux d'abattage, les marchés, les centres de collecte, ainsi que l'accès à l'énergie et aux télécommunications dans les zones d'élevage. Ces investissements conditionnent la réussite des efforts techniques et économiques portés sur le secteur de l'élevage.



Lutter contre les vols d'animaux. Alors que le vol de poissons et de bétail reste un frein majeur à l'investissement dans l'élevage, une extension de la législation ciblée sur le vol de bovidés à l'ensemble des animaux, un renforcement de la présence des services de l'Etat (gendarmerie, poste militaire), et un renforcement des structures locales existantes (dina, surveillance communautaire) sont des impératifs pour réduire ce phénomène au sein duquel les éleveurs sont les plus grands perdants et les plus nombreux.

Sécuriser les ressources pastorales. L'extension des terres cultivées et des aires protégées réduit progressivement les espaces de pâturage et crée des conflits d'usage. Il est nécessaire de reconnaître juridiquement les espaces pastoraux, d'améliorer leur gouvernance et de soutenir les formes de gestion collective avec la mise en place d'un dispositif type « code pastoral ». En complément, des investissements dans les infrastructures pastorales comme point d'abreuvement et la restauration des pâturages peuvent être réalisés afin d'améliorer durablement la productivité et la résilience des systèmes d'élevage.

Améliorer la gouvernance des filières. Une meilleure coordination entre État, collectivités locales, organisations paysannes, entreprises, recherche et partenaires techniques est indispensable. Il apparaît donc prioritaire de mettre en place des mécanismes de gouvernance concertée des filières d'élevage qui s'appuieraient notamment sur la création d'observatoires capables de produire des données fiables sur les productions, les prix, les marchés et les besoins des éleveurs.

Conclusion

L'élevage familial ne constitue ni un secteur du passé, ni une activité marginale. Il s'avère très moderne par sa flexibilité, sa faible dépendance aux intrants coûteux et importés, ses capacités d'adaptation au changement climatique. Il constitue un pilier majeur pour le développement rural, de la sécurité alimentaire et de la résilience des territoires à Madagascar d'aujourd'hui et de demain. Ses utilités majeures, sa diversité, sa capacité d'adaptation et son ancrage dans les exploitations agricoles familiales en font un levier incontournable pour répondre aux défis économiques, sociaux et environnementaux du pays.

La priorité n'est pas d'opposer élevage familial et les formes plus intensifiées, mais de construire une modernisation adaptée aux réalités des ménages et des territoires. Cela suppose de mieux reconnaître la diversité des systèmes d'élevage, de diffuser les innovations existantes, de structurer les filières et de renforcer les politiques publiques en faveur de l'élevage au sein des exploitations familiales notamment au travers de l'intégration agriculture - élevage.

Cette note de positionnement est le fruit d'une réflexion conjointe de représentants du milieu paysan, d'institutions du développement et de centres de recherche associés dans le cadre du **dispositif en partenariat SPAD** (*Systèmes de Production et d'Altitude Durables*) et du **projet DINAAMICC** (*Démarches Intégrées et Accompagnement pour une Agriculture familiale à Madagascar Innovante et résiliente aux Changements Climatiques*).

Elle accompagne un ouvrage intitulé **“L'élevage familial comme levier de développement durable et de sortie de pauvreté des exploitations agricoles familiales des Hautes Terres et du Moyen Ouest de Madagascar”**

Coordination :

VIGNE Mathieu (Cirad)
RAHARISON Tahina (GSDM)
PARIZET Guillaume (AVSF)



Cofinancé par
l'Union européenne



DINAAMICC
l'agroécologie pour faire face
au changement climatique



FIFAMAOR



fert



Professionnels de l'Agroécologie



COOPÉRATIVE D'EXPERTS ENGAGÉS

